



# BRÈVES ÉCONOMIQUES d'Irlande

Une publication du SE de Dublin  
1<sup>er</sup> trimestre 2025

## A la une

### LE CHIFFRE A RETENIR

**80 000  
emplois**

Soit le nombre d'emplois en Irlande potentiellement affectés, à terme, par la mise en place des droits de douanes américains et d'éventuelles représailles européennes

L'annonce des nouvelles mesures douanières américaines est une source de préoccupation majeure pour l'Irlande. Quels que soient les scénarios anticipés, leurs effets sur l'économie irlandaise seront progressifs mais significatifs : baisse du PIB, impact sur les recettes fiscales et suppression anticipée de milliers d'emplois. À court terme, les entreprises, notamment pharmaceutiques, ont anticipé en accélérant leurs exportations vers les Etats-Unis, mais à moyen terme, l'incertitude demeure.

L'Irlande aborde toutefois cette période avec des fondamentaux économiques solides. Le pays reste en bonne voie pour enregistrer un nouvel excédent budgétaire en 2025, avec un surplus de 4,1 Mds EUR au premier trimestre - soutenues par une hausse de 25 % de l'impôt sur les sociétés. Malgré une croissance rapide des dépenses, notamment en logement et en santé, la position de trésorerie de l'État reste confortable, offrant une marge de manœuvre face aux incertitudes globales.

Le gouvernement adopte une posture de prudence et de négociation, plaidant pour une réponse mesurée – tout en soutenant la préparation d'une riposte européenne si les États-Unis refusent toute concession.

En interne, il s'agit désormais de préparer l'opinion à des ajustements budgétaires et fiscaux, en rupture avec les choix de politique économique des dernières années.

La question de l'Irlande du Nord, qui bénéficie, à ce stade, de droits de douanes inférieurs, ajoute une complexité supplémentaire à un paysage déjà difficile, dans lequel l'Irlande, forte d'une relation privilégiée avec les Etats-Unis, entend jouer un rôle clé.

# TABLEAU DE BORD

**Croissance (T4 2024) :**  
+3,6% PIB

**Taux de chômage  
(Mars 2025) :**  
4%

**Inflation (HICP)  
(Mars 2025 g.a.) :**  
+1,8%

**Volume des ventes de  
détail (Février 2025 g.a.):**  
+1,8%

**Indice annuel des prix  
d'accès à la propriété  
(Janvier 2025 g.a.) :**  
+7,5% (Dublin)  
+8,6% (hors Dublin)

# Croissance et activité économique

**Si la croissance économique irlandaise a crû en 2024, les prévisions de croissance en 2025 sont revues à la baisse.**

A la suite d'une baisse de 5,5% du PIB en 2023 en g.a., l'économie irlandaise a connu une croissance de 1,2% en 2024 selon le Central Statistics Office (CSO). Le PIB réel a atteint 498 Mds EUR fin 2024 (Source : CSO). Avec un PIB PPA moyen par habitant 111% supérieur au PIB PPA moyen par habitant au sein de l'UE27 selon Eurostat, l'Irlande a le deuxième PIB PPA moyen par habitant le plus élevé de l'UE derrière le Luxembourg.

Le développement de l'économie domestique tire la croissance économique en Irlande selon la Banque centrale irlandaise (CBI). Soutenue par la consommation des ménages et l'investissement<sup>1</sup>, l'économie domestique a progressé de 2,7% en 2024 (Source : CBI). Si la production des « secteurs principalement composés d'entreprises domestiques » a augmenté de 2,1% (contre +6,1% en 2023), la production des « secteurs principalement composés d'entreprises multinationales » a baissé de 0,9% (contre -16,2% en 2023)<sup>2</sup>. A la suite de la publication de la nouvelle stratégie quinquennale de l'agence Enterprise Ireland en charge de l'accompagnement, du soutien financier et l'internationalisation des entreprises domestiques (*Delivering for Ireland, Leading Globally 2025-2029*), les autorités irlandaises affirment encore davantage l'objectif prioritaire de développer les entreprises domestiques: elles ne représentent actuellement que 24,6 Mds EUR de valeur ajoutée (contre 181,5 Mds EUR pour les multinationales clientes d'IDA Ireland), 35 Mds EUR d'exportations (contre 424,5 Mds EUR pour les multinationales), 37,5 Mds EUR de dépenses directes dans l'économie irlandaise (contre 40,9 Mds EUR pour les multinationales) et 66,8 Mds EUR de ventes (contre 442,8 Mds EUR pour les multinationales) selon l'*Annual Business Survey of Economic Impact 2023* du ministère irlandais des entreprises.

Malgré le rebond de l'économie en 2024, la Banque centrale irlandaise et l'*Economic and Social Research Institute* ont revu leurs prévisions de croissance à la baisse en raison de l'incertitude économique mondiale. Selon la Banque centrale irlandaise, la demande intérieure modifiée (MDD, indicateur de mesure de l'activité domestique réelle en Irlande) croîtrait en moyenne de 2,5% par an (-0,5 point en 2025, -0,2 point en 2026 et -0,1 point en 2027 par rapport aux estimations publiées en décembre 2024) et le PIB progresserait en moyenne de 4% par an entre 2025 et 2027 (-0,2 point en 2025, -0,5 point en 2026 et +0,2 point en 2027 par rapport aux estimations publiées en décembre 2024).

---

<sup>1</sup> Investissement, dont les effets comptables des entreprises multinationales ont été retranchés.

<sup>2</sup> Source : CSO. Le CSO, INSEE irlandais, utilise les terminologies de « secteurs principalement dominés par les entreprises domestiques » et « secteurs principalement dominés par les entreprises multinationales » (par exemple, les secteurs des NTIC et de l'industrie pharmaceutique).

# Commerce international

## Les échanges extérieurs de biens et services irlandais continuent de progresser.

Les exportations irlandaises de biens ont atteint un niveau record en 2024 selon le *Central Statistics Office (CSO)*. Elles étaient de 223,8 Mds EUR (+7% par rapport à au pic de 2022 et +14% par rapport à 2023) principalement à destination de l'Union européenne (39,5%), des Etats-Unis (32%) et du Royaume-Uni (9%) selon l'agence irlandaise de statistiques. Elles ont significativement augmenté à destination de l'Union européenne (+9% par rapport à 2023) et des Etats-Unis (+34% en g.a.) (Source : CSO). Les exportations de machines électriques et de produits pharmaceutiques ont respectivement progressé de 37% et de 29% selon le CSO.

En parallèle, les importations irlandaises de biens ont diminué de 5% pour atteindre 133,6 Mds EUR (Source : CSO). Si les importations de produits pharmaceutiques, de produits électriques et de produits informatiques ont augmenté, les importations de produits chimiques biologiques ont baissé de 61% en g.a selon le CSO. Les importations irlandaises ont respectivement baissé de 6% et de 21% en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni, mais sont restées constantes en provenance de l'UE (+1% en g.a., Source : CSO).

En conséquence, la balance commerciale a atteint 90 Mds EUR (Source : CSO). L'Irlande enregistre un excédent commercial dans les secteurs chimiques, pharmaceutiques, agroalimentaires et des équipements électriques mais elle enregistre un déficit dans les secteurs des produits énergétique, des matières premières et des véhicules de transport (Source : CSO).

L'Irlande enregistre un excédent record de la balance des services en 2023 (Source : CSO). Avec des exportations et des importations de services s'élevant respectivement à 399 Mds EUR et 387,3 Mds EUR, la balance des services enregistre un excédent de 11,7 Mds EUR en 2023 (+2 Mds EUR par rapport à 2022) (Source : CSO).

## En raison de l'étendue de l'empreinte économique américaine en Irlande, les mesures douanières auraient un impact significatif sur l'économie irlandaise selon l'étude de l'*Economic and Social Research Institute (ESRI)*

Dans une étude commandée par le gouvernement, l'ESRI évalue les conséquences économiques de l'imposition de droits de douane américains selon plusieurs scénarios (10% ou 25%, conjuguée ou non à des mesures réciproques de l'UE) : elle entraînerait, dans les 5 à 7 prochaines années, une baisse des recettes d'IS de 1,6% à 3,2%, une baisse du PIB de 2,5% à 3,7% et une baisse de 1,3% à 1,8% de la Demande Intérieure Modifiée (indicateur pertinent pour mesurer l'activité économique nationale). L'Ibec estime que les droits de douane américains concernent 25% des exportations irlandaises vers les Etats-Unis. Il estime qu'ils pourraient réduire les exportations totales irlandaises de 2 à 3 % et les exportations irlandaises de biens de 4,9% à 7,4% à court terme.

L'ESRI estime que les effets seront plus élevés si des mesures douanières sont spécifiquement appliquées au secteur pharmaceutique, qui est le premier secteur exportateur irlandais de biens vers les Etats-Unis (44,4% des exportations à destination des Etats-Unis selon l'ESRI). Le secteur a pour l'instant fait l'objet d'une exemption de droits de douane par le gouvernement américain.

Inquiets à l'égard de l'évolution de la situation commerciale internationale, la confiance des consommateurs est passée de 74,8 en février 2025 à 67,5 en mars 2025 (contre 69,5 en mars 2024) selon l'*Irish League of Credit Unions*. L'organisation a effectué un sondage en février 2025 dans lequel 67% des répondants estiment que l'évolution des politiques publiques américaines auront un impact négatif sur l'économie irlandaise et 50% des répondants soutiennent qu'elles auront un impact négatif sur les finances des ménages.

# Inflation, consommation et épargne

**Soutenue par la hausse du prix des services, l'inflation a progressé depuis le début de l'année.**

Selon la Banque centrale irlandaise, l'inflation moyenne a atteint 1,3% en 2024. Si l'inflation HICP était supérieure à 1% au premier semestre 2024, elle a significativement baissé pendant le deuxième semestre 2024 (0% en septembre 2024, 0,1% en octobre 2024 et 0,5% en novembre 2024, source : CSO).

L'inflation était de 1,8% en g.a en mars 2025, en hausse de 0,4 point par rapport à février 2025 et en baisse de 0,3 point par rapport à mars 2024 selon le CSO.

Elle était actuellement principalement tirée par l'inflation des services (+4,1% en 2024) et des produits alimentaires (+3% en 2024) (source : CBI). La Banque centrale irlandaise prévoit qu'elle soit tirée en 2025 par les prix de l'énergie (+3,6%), des produits alimentaires (+3,4%) et de services (+3,3%).

Derrière la France et le Luxembourg, l'Irlande a le troisième niveau d'inflation le moins élevé de l'UE en mars 2025 (-0,4 point par rapport à la moyenne au sein de la zone euro, source : Eurostat).

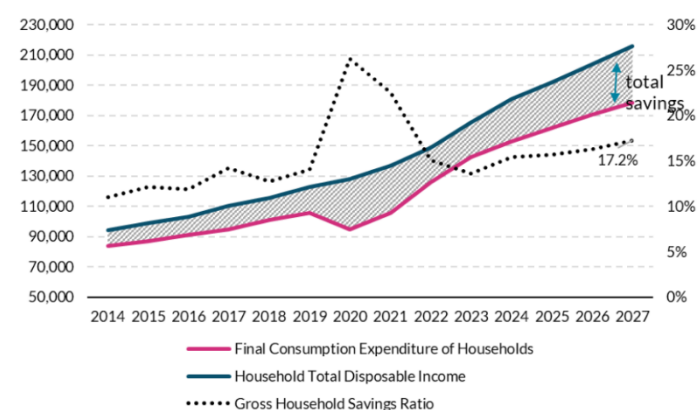
**Soutenues par la hausse du revenu réel des ménages et une inflation limitée, la consommation des ménages irlandais croît.**

Soutenu par un marché du travail dynamique, le revenu réel des ménages a crû de 1,9% en 2024 selon la CBI. La Banque centrale estime que la consommation a crû de 2,3% en 2024 et prévoit une hausse modérée de la consommation à moyen terme (+2,6% en 2025, +2,2% en 2026 et +1,9% en 2027).

Consumption projected to grow modestly while the households savings rate continue to rise relative to pre-pandemic level

Figure 6

Per cent



Evolution de la consommation et de l'épargne des ménages (2014-2027)

Source : Quarterly Bulletin Q1 2025  
Central Bank of Ireland

**Le taux d'épargne des ménages baisse et retrouve son niveau d'avant crise.**

A l'image des autres économies européennes, le taux d'épargne des ménages s'est envolé pendant la crise sanitaire. Il a baissé en 2022 et s'est stabilisé autour de 13,8% depuis 2023, niveau auquel il a terminé l'année 2024 (-1 point par rapport au troisième trimestre 2024 en g.t., source : CSO).

Le patrimoine des ménages dans les actifs financiers autres que des dépôts bancaires croissent (+7 points) (Boyd, Byrne, McIndoe-Calder, 2025).

La Banque centrale irlandaise estime que le stock d'épargne des ménages irlandais suit une tendance à la hausse en raison du changement de démographie en Irlande (Boyd, Byrne, McIndoe-Calder, 2025).



# Marché de l'emploi et chômage

## Si la croissance du marché de l'emploi ralentit, il reste dynamique selon la CBI.

Soutenu par l'immigration professionnelle et la hausse de la participation des personnes de plus de 35 ans toute classe d'âge confondue, le marché de l'emploi a progressé de 2,7% en 2024 selon la CBI (contre +3,5% en 2023). Il y a actuellement 2,76 M d'actifs occupés en Irlande. Avec un taux d'emploi de 74,3% au quatrième trimestre 2024 (+17% depuis 2019), la Banque centrale irlandaise anticipe un ralentissement de la croissance du marché de l'emploi en Irlande.

## Les entreprises clientes des agences IDA Ireland et Enterprise Ireland enregistrent un niveau record d'emplois en 2024.

Selon l'*Annual Employment Survey 2024* du ministère irlandais des entreprises, les entreprises clientes des agences IDA Ireland, Údarás na Gaeltachta (agence publique régionale de développement économique, social et culturel des régions irlandophones) et Enterprise Ireland ont employé 546 763 personnes en 2024 (+1,3% en g.a.), dont 229 891 personnes par les entreprises domestiques clientes d'Enterprise Ireland et d'Údarás na Gaeltachta (+2,7% en g.a.) et 316 872 personnes par les entreprises multinationales clientes d'IDA Ireland (+0,3% en g.a.). Elles représentent 20% de l'emploi total en Irlande.

L'emploi des entreprises domestiques clientes d'Enterprise Ireland et d'Údarás na Gaeltachta s'est principalement développé dans les secteurs de la construction/eau/énergie/déchets et des services financiers et aux autres entreprises depuis 2015 (Source : ministère des entreprises).

L'emploi est particulièrement concentré autour des grandes villes : 15,5% et 39,5% de l'emploi sont respectivement situés dans la région élargie de Cork (région *South West*) et de Dublin (Source : DETE).

Les secteurs des services financiers et aux entreprises, ainsi que des NTIC représentent respectivement 20,2% et 26,5% de l'emploi des entreprises clientes des agences selon l'étude.

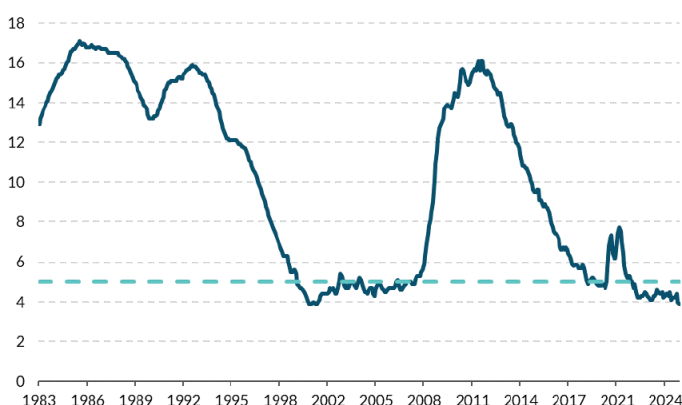
## Inférieur à 5% depuis février 2022, le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas en février 2025.

Economie en plein emploi, le taux de chômage était de 4,3% en 2024 et de 3,9% en février 2025 – son niveau le plus bas – et est actuellement de 4% en mars 2025 selon le CSO. Le taux de chômage de longue durée est également descendu à 1,1% au quatrième trimestre 2024. La hausse du nombre de personnes qualifiées et la baisse du nombre de longues périodes d'inactivité facilite la recherche d'emploi (Source : Enda Keenan, CBI).

Unemployment has been low for an extended period relative to historical data

Figure 1

Per cent of labour force (%)



Evolution du taux de chômage en Irlande (1983 à 2024)

Source : « *Holding Steady ? An Analysis of Low Unemployment in Ireland* » d'Enda Keenan accessible via [Quarterly Bulletin Q1 2025](#) / [Central Bank of Ireland](#)

# Finances publiques

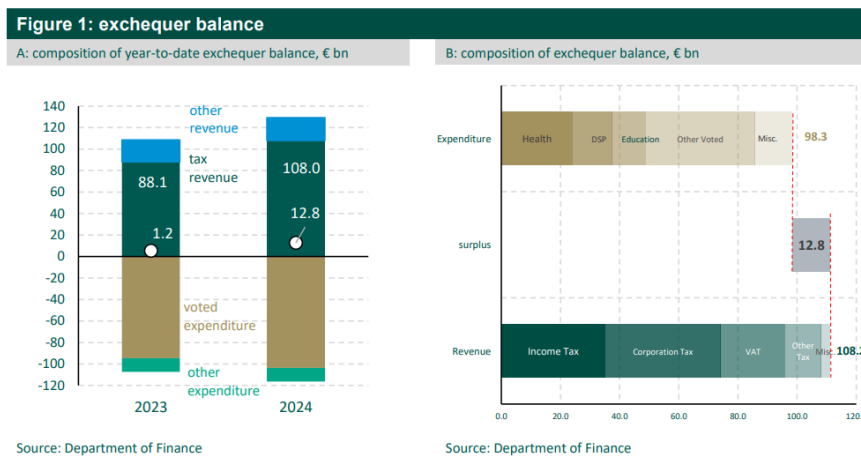
La décision Apple rendue par la Cour de justice de l'Union européenne a fortement stimulé les recettes d'IS et l'excédent budgétaire irlandais en 2024.

Selon le ministre irlandais des finances, l'Irlande a enregistré 108 Mds EUR de recettes fiscales en 2024 (+22,6% par rapport à 2023, principalement grâce à la hausse des recettes d'IS), dont 21,8 Mds EUR de TVA (+7,3% en g.a.), 35,1 Mds EUR de recettes d'IR (+6,6% en g.a.) et 39,1 Mds EUR de recettes d'IS (+63,9% en g.a. principalement en raison de la décision Apple rendue par la Cour de Justice de l'Union européenne le 10 septembre 2024, ayant rapporté 14 Mds EUR à l'Etat irlandais). Elles continuent de croître : au premier trimestre 2025, le montant de recettes fiscales étaient de 23,6 Mds EUR (+3,5 Mds EUR en g.a., source : ministère des finances).

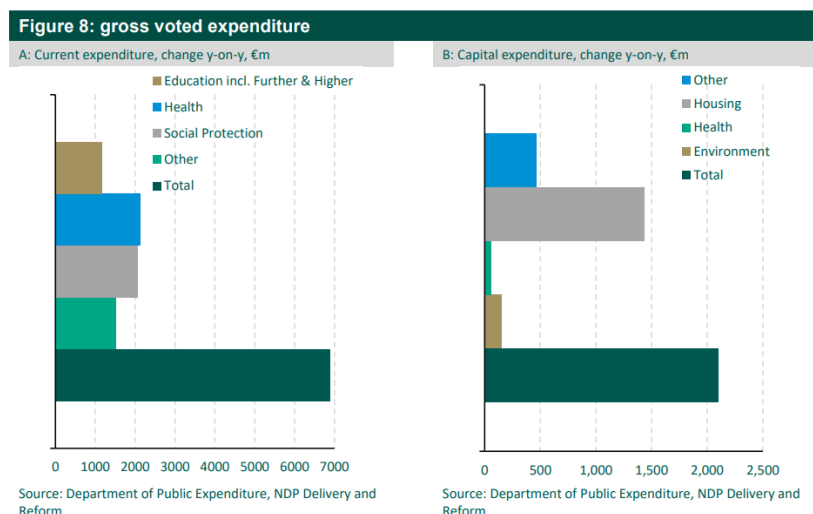
Les dépenses totales du Trésor étaient de 116,5 Mds EUR (+8,6% en g.a.)(Source : DFIN).

Le Trésor irlandais a enregistré un excédent de 12,8 Mds EUR en 2024 (+11,6 Mds EUR en g.a.), soit 2,6% du PIB. Au premier trimestre 2025, il a enregistré un excédent de 4,1 Mds EUR (+3,9 Mds EUR en g.a.).

## Composition des comptes du Trésor irlandais



## Représentation des principaux postes de croissance des dépenses publiques



Source : Fiscal Monitor December 2024,

[www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/316209/101d45a2-7101-402c-8cb0-2ac774b5e475.pdf#page=null](https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/316209/101d45a2-7101-402c-8cb0-2ac774b5e475.pdf#page=null)

# Banque et finance

**Dans l'objectif de soutenir l'investissement individuel des ménages, les autorités irlandaises ont publié la *National Financial Literacy Strategy* et le *Consumer Protection Code*.**

Le ministère irlandais des finances et la Banque centrale irlandaise ont respectivement publié la stratégie nationale d'éducation financière le 20 février 2025 et le code révisé de la protection des consommateurs le 24 mars 2025.

Publiée à partir du constat que 43% des adultes en Irlande n'ont pas le niveau d'éducation financière nécessaire pour gérer adéquatement leurs finances personnelles et anticiper financièrement le futur selon une étude de l'OCDE, le gouvernement irlandais a publié une stratégie pour renforcer l'éducation financière en Irlande. Elle repose sur la coordination entre acteurs et l'intégration de l'éducation financière dans le curriculum scolaire des élèves.

La version révisée du code de la protection des consommateurs entrera en vigueur en mars 2026. Les entreprises financières sont dans l'obligation d'agir dans le respect de l'intérêt du consommateur. La Banque centrale irlandaise explique que l'obligation qui incombe aux entreprises implique par exemple la numérisation, une information effective du consommateur notamment sur les options relatives au changement de banque pour un prêt immobilier, la mise en place de mesures contre les fraudes et les arnaques et la mise en place d'une clause de « vulnérabilité » pour certains consommateurs.

## **L'Etat irlandais continue son retrait du capital de la banque irlandaise AIB.**

Après avoir participé au renflouement de banques irlandaises lors de la crise financière en 2008, le gouvernement irlandais poursuit son désengagement du secteur bancaire. Le ministère irlandais des finances a vendu 5% du capital de la banque irlandaise AIB pour un montant de 652 M EUR le 28 janvier 2025 et sous réserve d'acceptation par les actionnaires, envisage de vendre l'équivalent de 1,2 Md EUR d'actions en mai 2025.

En cas d'acceptation lors de l'assemblée générale des actionnaires du 1<sup>er</sup> mai 2025, la part de l'Etat pourrait être réduite à 3% du capital de la banque.



# Immobilier

**Si le nombre de début de construction de logement progresse significativement, le nombre de nouveaux logements achevés a baissé en 2024.**

Selon le ministère irlandais du logement, la construction de 69 060 logements avait débuté en 2024 (contre 32 801 en 2023), dont 34% des débuts de construction dans le comté de Dublin. Les débuts de construction ont atteint un niveau record depuis 2015 selon le ministère.

Si les débuts de construction de logement s'accroissent, le nombre de logements achevés a baissé de 6,7% entre 2023 et 2024 (Source : ministère irlandais du logement). Le ministère irlandais du logement estime que 30 330 logements ont été construits, principalement dans la région étendue de Dublin. La Banque centrale irlandaise estime qu'il y aura 35 000, 40 000 et 44 000 logements construits en 2025, 2026 et 2027.

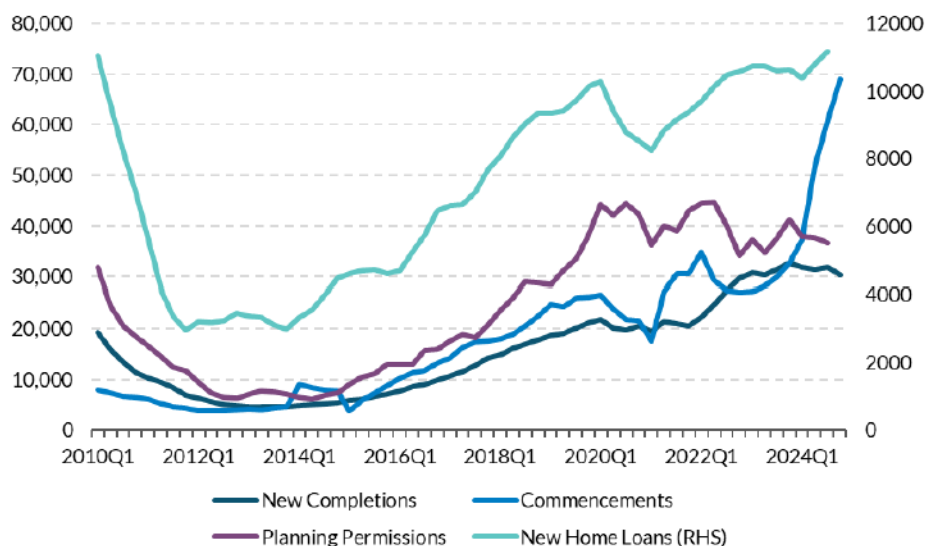
L'*Economic and Social Research Institute* (ESRI) estime que 20 000 logements supplémentaires sont nécessaires pour répondre à la demande de logement liée à la croissance démographique (McQuinn, 2025).

Evolution des constructions de logements en Irlande (T1 2010 – T4 2024)

## House completions remain low with uncertainty around timing and supply constraints

Figure 10

Annualised housing units/€ millions



Source: CSO, DoHHLG, and BPF1.

Source : *Quarterly Bulletin Q1 2025 | Central Bank of Ireland*

# Energie

## **La transition énergétique devrait générer 19 Mds EUR d'investissement par an.**

Selon un rapport de la *Sustainable Energy Authority of Ireland* (SEAI), la transition énergétique en Irlande pourrait représenter jusqu'à 19 Mds EUR de dépenses d'investissement par an d'ici 2030. Le marché croissant de la transition énergétique représente une opportunité économique « significative » face à la concurrence des multinationales, les entreprises irlandaises auraient le potentiel de capter jusqu'à 42 % de ce montant.

Le rapport estime que la majeure partie des investissements devrait être consacrée à la décarbonation du secteur des transports, à l'énergie dans les bâtiments et à la production d'électricité renouvelable. Le rapport souligne également le potentiel des énergies éoliennes et marines en Irlande et la nécessité d'investir dans la fabrication locale pour renforcer la compétitivité des entreprises irlandaises sur les marchés européens et mondiaux, estimant qu'une opportunité d'exportation dans UE-27 et UK pourrait se chiffrer à plus de 1,5 trillion d'euros par an.

## **Le gouvernement a approuvé le premier terminal de gaz naturel liquéfié.**

Le gouvernement irlandais a approuvé la construction du premier terminal de gaz naturel liquéfié (LNG) du pays, dans un projet dirigé par l'État et estimé à 300 M EUR. Le terminal sera utilisé comme réserve d'urgence de gaz sous forme d'unité flottante de stockage et de regazéification, dont la localisation précise reste encore à définir. Le projet, dirigé par Gas Networks Ireland, implique l'achat d'une installation flottante plutôt que la location, afin de réduire les coûts à long terme.

Le terminal est jugé essentiel pour la sécurité énergétique de l'Irlande, qui dépend largement des importations de gaz naturel par pipeline du Royaume-Uni (en 2022, 74% du gaz naturel irlandais était importé du Royaume-Uni) et voit une diminution prévue de la production locale du gisement gazier de la Corrib. L'initiative intervient après des préoccupations concernant la vulnérabilité des pipelines irlandais, notamment à la suite de la présence de sous-marins russes dans les eaux irlandaises.

## **Les data centers consomment désormais la moitié de l'électricité des comtés de Dublin et de Meath.**

Selon la Commission for Regulation of Utilities (CRU), l'autorité indépendante de régulation de l'énergie et de l'eau en Irlande, la moitié de l'électricité produite dans les régions de Dublin et Meath est utilisée par des centres de données.

Les centres de données représentent désormais 21 % de la consommation d'électricité du pays, contre 5 % il y a dix ans. Leur demande en électricité devrait doubler d'ici 2032, atteignant 30% de l'approvisionnement national, ce qui met une pression significative sur le réseau électrique de la côte Est.

Pour limiter cet impact, la CRU propose de conditionner l'expansion des centres de données à l'obligation de construction des installations permettant de produire et/ou stocker autant d'électricité qu'ils en consomment, et de les connecter au réseau électrique national. Cette mesure pourrait favoriser l'utilisation des énergies fossiles, puisque la CRU a indiqué qu'il n'avait pas de loi pour obliger les centres à utiliser des énergies renouvelables.

# Environnement et climat

## L'inaction climatique pourrait coûter 26 Mds EUR à l'Irlande.

Un rapport de l'*Irish Fiscal Advisory Council* (IFAC) et du *Climate Change Advisory Council* (CCAC) met en évidence le coût potentiel de l'inaction climatique pour l'Irlande, estimé entre 7,5 et 26 Mds EUR si le pays échoue à respecter ses objectifs de réduction des émissions d'ici 2030.

L'Irlande accuse un retard par rapport à ses objectifs dans des secteurs clés comme l'agriculture, le transport et l'utilisation des terres. Elle pourrait être contrainte d'acheter des crédits carbone aux pays de l'UE qui dépasseront leurs objectifs (probablement l'Espagne, la Grèce ou le Portugal) pour compenser ses manquements. Les coûts liés à l'achat de crédits et aux transferts nécessaires pourraient représenter des sommes considérables, aggravées par la pénurie de crédits disponibles.

L'IFAC et le CCAC suggèrent que ces coûts pourraient être réduits à 3 ou 12 Mds EUR si des actions rapides et ciblées sont mises en place, telles que la modernisation du réseau électrique, le soutien aux véhicules électriques et la réhabilitation des tourbières. L'incertitude des prix des quotas d'émissions, qui pourraient inclure des concessions non financières entre Etats membres, ainsi que l'éventuelle adoption de mesures plus ambitieuses, expliquent la large fourchette de coûts mentionnée dans le rapport.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

[gaultier.brand-gazeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:gaultier.brand-gazeau@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : [eloise.steinhagendebonnevie@dgtresor.gouv.fr](mailto:eloise.steinhagendebonnevie@dgtresor.gouv.fr)